

grasse

les fillettes du jour

Rosy, 2 ans, et Lana, 4 ans.
Elles faisaient partie de la délégation grasseoise partie soutenir la candidature de Nice aux JO 2018.



(Photo Loïc Temporelli)

à propos de la Tourache

Isabelle Beuil tient à préciser que si elle était la seule locataire présente à la réunion de lundi dernier en mairie, c'est en sa qualité de représentante du collectif. Les autres locataires n'étaient pas conviés.

le chiffre du jour

1200 C'est le nombre de familles menacées d'expulsion dans les Alpes-Maritimes.

demain

L'insupportable situation d'une femme qui vit seule avec ses cinq enfants dans un appartement insalubre.

La Tourache : les « résistants » tiennent toujours bon !

MOBILISATION A l'initiative de la Coordination du droit au logement, la situation des HLM grassoises était de nouveau sous les feux des projecteurs hier

Faible mobilisation – « On aurait aimé que tous ceux qui sont concernés par le problème du logement viennent manifester » dira après coup Maïté Chambellan, secrétaire du Collectif de la Tourache –, mais des oreilles très attentives tout de même, hier après-midi à la « conférence de presse » donnée au pied des tours HLM, par la Coordination des A.-M. pour le droit au logement. Sur place, beaucoup de visages connus : ceux du conseiller régional Gérard Piel, de Denis La Speza, Cécile Dumas, et des élus locaux Paul Euzière, Patrice Cattaert ou encore Marcelle Monzeglio, venus soutenir, entre autres, l'acte de résistance des cinq familles qui refusent toujours de quitter les lieux.

« Je suis en admiration pour ce que vous faites, leur lancera Gérard Piel, en guise de préambule. C'est une action qui mérite notre respect. » Et qui dit respect, dit aussi soutien : « On ne vous laissera pas tomber. » Et pour cause. L'élu antibois est persuadé que « plus on avance, moins on est sûr qu'il y aura des logements sociaux à la place de la Tourache. On ne veut pas que ces immeubles soient supprimés, uniquement pour permettre à l'occupant de la villa du dessus



Une nouvelle mobilisation a permis, hier, de rappeler que le dossier de la Tourache était loin d'être bouclé. (Photo Loïc Temporelli)

d'avoir une belle vue. Et on aimerait obtenir, sur ce point précis, un démenti... »

Paul Euzière :

« **Aucun débat sur le sujet** » Patrice Cattaert ne dit pas autre chose. « En tant que syndicaliste, je vois le nombre important de demandes émanant de gens qui travaillent, mais qui ont du mal à se loger. Ici, alors

que cette ville envisage de démolir des logements, on sait à l'avance que ce qui sera reconstruit derrière ne sera pas accessible à ceux qui ont peu de revenus », explique le conseiller municipal d'opposition.

Même combat pour Paul Euzière qui a rappelé en quelles circonstances il avait appris la condamnation à mort de la Tourache, alors qu'il se trou-

vait à l'étranger. Et comment, dans un premier temps, le bailleur social l'avait convaincu « qu'il s'agissait d'un bon projet ». « Très vite, je me suis aperçu que ce qu'on m'avait dit ne collait pas à la réalité. » Surtout, Paul Euzière regrette qu'il n'y ait jamais eu débat autour de ce sujet, ni en conseil municipal ni en conseil d'agglomération. « C'est insupportable, parce que ce genre de chose ne se fait pas comme ça. Nous sommes, nous, pour la transparence totale. »

ESTAMPE ET VINCIGUERRA DISENT «STOP»

Bruno Estampe et Jean-Raymond Vinciguerra sont sur la même longueur d'onde. Les deux élus locaux d'opposition estiment qu'il existe aujourd'hui « une évolution positive du bailleur social » et que « ce qui est proposé aux locataires est vraiment très proche de ce qu'ils demandent. » L'un et l'autre considèrent donc qu'ils n'ont « pas le droit de les encourager à continuer leur lutte. » D'autant, avertit Jean-Raymond Vinciguerra, « qu'ils courent un véritable risque, au civil, et cela pourrait s'avérer très dangereux pour eux. J'ai été seul pendant un an à les soutenir, rappelle le conseiller général de Grasse Sud. Mais il faut savoir dire stop quand le moment est venu. »

E.F.

Visites d'appartements en attendant le 9 avril

Isabelle Beuil, à son tour, s'est étendue sur les motivations qui animent les locataires résistants et le Collectif qu'elle préside. « Certains pensent que l'on fait la fine bouche. Ce n'est pas le cas. Depuis trois ans, on constate que de plus en plus de personnes sont dans la précarité et ont du mal à être logées. Alors faire tomber ces beaux logements, c'est une aberration. » Aberration et véritable torture

pour une autre locataire de la Tourache, qui a insisté sur la nécessité pour elle de conserver son appartement dont la situation idéale permet à son fils, trisomique, de rentrer directement en bus depuis La Roquette où il travaille. « Ailleurs, ce ne serait plus possible ! » Statu quo donc pour l'heure, en attendant le verdict des visites d'appartements proposées aux cinq familles résistantes, dès la semaine prochaine, et celui du jugement en appel qui sera rendu le 9 avril à Aix-en-Provence, sur ce dossier sensible.

ÉRIC FAREL